



Compte-rendu du débat thématique des Rencontres du RÉSEAU écobâtir



La précarité énergétique

Sommaire

SAMEDI 2 JUIN 2012, APRÈS-MIDI

3 Débat thématique

3 De l'approche énergétique comme outil de réappropriation du logement social par ses usagers

4 Énergétique précarité

7 Précarité énergétique et intensité sociale

8 Le Lambda de la Quechua

Débat thématique

De l'approche énergétique comme outil de réappropriation du logement social par ses usagers

Vincent Rigassi

A partir de deux exemples de réhabilitation thermique de logements sociaux des années 50 et 60 (Le Village Olympique à Grenoble et la Montagnette à Ugine) nous verrons comment pouvoir envisager la réhabilitation thermique à partir de deux questions essentielles :

1. Dans quelle mesure la réflexion énergétique permet la remise en question de standards supposés immuables dans le logement social: la participation de l'usager à la fois dans le choix de l'organisation spatiale mais aussi dans la production du logement.

2. Peut-on confirmer l'hypothèse d'Illich sur l'iniquité de la répartition de l'énergie et sur le fait que la précarité énergétique rime avec pauvreté et dépendance, non seulement en terme matériel, mais aussi en matière de pouvoir de décision sur son cadre de vie.

Réhabilitation thermique: village olympique 68

Objectif : BBC + Patrimoine & Environnement

Dans le cas du village olympique à Grenoble, l'amélioration thermique pose la question de la façade et d'espaces tampons que les locataires s'étaient appropriés mais sont remis en question par respect de la «Charte architecturale». L'amélioration thermique permet de démontrer que le renforcement de ces espaces par la création de «jardins d'hiver» permettrait non seulement de laisser ces espaces à disposition des locataires, mais également d'améliorer la performance thermique de près de 35% que celle qui serait obtenu par une isolation extérieure habituelle. La performance thermique devient donc la porte d'entrée à la négociation sur l'usage et l'appropriation.



Réhabilitation thermique : la Montagnette - Ugine

Objectif: BBC + Patrimoine & Environnement + Laboratoire thermique expérimental



Dans le cas de la Montagnette, situé dans une ville à forte culture ouvrière et syndicale, la question de l'amélioration thermique se pose pour des logements occupés par les mêmes locataires depuis plusieurs dizaines d'années et qui se sont donc fortement appropriés ces logements, faisant, parfois, de leur propre chef, diverses transformations tant constructives que spatiales. L'approche est donc de confirmer voir de renforcer cette appropriation en envisageant l'amélioration thermique en prenant en compte les usages et donc l'organisation spatiale comme élément d'amélioration des performances thermiques (espaces tampons,

doubles peaux, etc.) mais également et surtout sur le mode de production en envisageant le maximum de réalisation en auto-construction et en matériaux locaux. La question de l'énergie dans ce cas confirme la question du lien avec les usages et l'appropriation, mais élargi la question de la performance thermique à une réflexion énergétique plus globale en lien à celles de l'énergie grise, des circuits courts et donc des réductions des transports ou plus globalement celle de l'autonomie.

Nous proposons de mêler à la fois relevés, informations des locataires et réunions publiques. Il s'agira sur une présence de 2 ou 3 jours de commencer par le relevé appartement par appartement, puis de ménager des

plages horaires de permanence dans un local mis à disposition par le bailleur, si possibles sur site. Ces permanences permettent à la fois à l'équipe de MOE de travailler sur place pour enregistrer les données, de vérifier leur exhaustivité, mais bien évidemment aussi de collecter des informations, avis et besoins des usagers. Ces permanences peuvent se poursuivre par des séances plénières regroupant l'ensemble des locataires et partenaires concernés pour faire le point sur l'avancement de l'opération, les travaux et démarches envisagées. Cette réunion peut se terminer par des moments plus festifs types apéritifs voir repas de quartier, permettant à la fois d'avoir des retours moins formels, mais aussi d'établir des relations de confiance entre les partenaires.

Energétique précarité

Marcel Ruchon

«Nous autres, gens qui ne sommes pas pratiques, nous revendiquons au nom de la foule pauvre, démunie politiquement et socialement, cette horde docile de domestiques, ce que ces soi-disant historiens ont inventé comme la véritable pierre philosophique pour transformer toute prétention impure en pur or juridique. Nous réclamons pour la pauvreté le droit coutumier, plus précisément un droit coutumier qui ne soit pas local, mais qui soit celui de la pauvreté dans tous les cas. Nous allons plus loin encore, et nous soutenons que le droit coutumier, par sa nature, ne peut être que le droit de cette masse du bas de l'échelle, de cette masse élémentaire qui ne possède rien.»

Karl Marx, article du 25 octobre 1842 dans la Gazette rhénane,
«Rapport relatif au vol de bois et autres produits de la forêt»

La confrontation à la précarité énergétique engendre un vrai désarroi tant s'impose la pénurie de marge de manœuvre pour dégager des solutions soutenables. En tant qu'indice de décrochage social, économique et humain, il faut affirmer que cette situation ne relève pas plus du champ technique que de celui de la miséricorde mais irréductiblement de celui de la politique.

Mais de quelle politique parle-t-on lorsque les pouvoirs successifs assument de plus en plus leurs limites à peser sur ce qu'ils évoquent benoîtement comme plus forts qu'eux, la puissance économique, la force des marchés, le fatalisme de l'ultralibéralisme ... ?

De quelle politique parle-t-on lorsque la démocratie représentative, accessoirisée par la société du spectacle, marchandise ce qui peut rester d'idéologie dans une gestion des affaires publiques qui revendique le pragmatisme comme plus haut fait de responsabilité alors que les iniquités, le repliement sur soi et le désenchantement du monde s'installent comme principes souverains ?

De quelle politique parle-t-on lorsqu'on perçoit assez vite comment la novlangue institutionnelle est capable de promesses délibérément non investies par les pouvoirs publics dès leur énonciation, comme dans la loi sur le droit au logement, où l'on comprend assez vite que ce qui est garanti est le droit, pas le logement.

Face à cette impasse, tentons ici un renversement pour poser **l'hypothèse de la précarité choisie** comme conteste d'un trop énergétique vis-à-vis duquel nous nous trouvons le fondement entre deux chaises. Car admettons que pour être capables de nous rassembler aussi nombreux un week-end à Embrun, venant pour la plupart de si loin et pour si peu de temps, nous sommes quoiqu'on en dise des opulents énergétiques. Quand bien même cette abondance que nous savons suspecte, forcément suspecte, nous laisse un goût de bouchon qui gâche un peu notre mobilité.

Car la précarité est le caractère même du provisoire, donc de ce qui n'est donc pas durable. Voilà bien une piste sérieuse pour nous départir de ce visqueux concept de durabilité : par l'intégration de son contraire dans notre vie quotidienne.

Historiquement l'homme a entretenu deux types de rapport à l'énergie externe (autre que métabolique) :

- **un rapport de cueillette/usage/sans stockage** en réponse à une amélioration du confort par la ruse, la machination, l'invention diffuse et l'économie de proximité et d'immédiateté. Les faibles capacités de sa conservation limitent sérieusement l'émergence d'un marché spécifique de l'énergie en tant que telle. On peut supposer que le niveau d'efficacité énergétique atteint par ces pratiques a pu être important. En atteste des constructions en matériaux locaux, à très faible empreinte énergétique et dérisoire émission de carbone.

- **un rapport d'exploitation /accumulation/spéculation** qui engendre en quelques deux siècles un marché exponentiel devenu une clef de puissance capable de démentir tous les pouvoirs.

Cette puissance accessible au plus grand nombre dans les pays industrialisés produit une société de consommation de biens, de déplacement et de confort dont la progression quantitative est inégalée dans l'histoire humaine.

Le rapport à l'énergie devient le déterminant majeur du mode de vie, façonné par une pléthore d'intermédiaires et de principes simples. La capacité d'extraction, de

stockage, de transport et de vente au loin organise un maillage planétaire qui oblitère la géopolitique mondiale à partir d'une stratégie en boucle :

- la demande doit rester supérieure à l'offre,
- le sentiment d'abondance doit être entretenu pour maintenir la demande qui doit rester supérieure à l'offre.

Ainsi fut-il possible d'organiser en 1973, une imposture d'une colossale ampleur, le choc pétrolier, consistant à faire admettre à une clientèle rendue captive que le pétrole pas cher étant devenu rare, il ne pouvait qu'augmenter. Ceci sans qu'aucune amorce de pénurie ne soit avérée dans aucun des bassins d'exploitation connus à l'époque. Le profit mirifique qui en suivi fut occupé à polluer le système financier mondial pas la création ex nihilo d'une bulle spéculative - les pétro dollars - qui allait soumettre les pays en «voie de développement» à une nouvelle mise sous tutelle financière après la pseudo décolonisation qui leur avait été accordée quelque temps plus avant.

On voit par là qu'un des leviers sur lequel l'individu/citoyen peut jouer dans son rapport de quotidienneté à l'énergie est **l'organisation de sa propre précarité**. Une éventuelle réponse, tant pour sauver la planète et ses ours polaires à l'étroit sur leur résidu de banquise, que pour reconstruire une société humaine libre et responsable, maîtresse de son destin et capable d'agir en conscience sur les effets secondaires de cette captation inconsiderée des ressources fossiles et fissiles.

Tadao Ando a construit une maison urbaine - Azuma Row house en 1976 - dans laquelle pour passer d'une partie à autre l'habitant doit franchir un espace médian à ciel ouvert, exposant furtivement mais inexorablement le corps à la sensation des événements climatiques.





Ce qui peut être considéré comme un jeu sans risque, une fantaisie branchée de bobo nanti doit également être reçu comme indication philosophique voire proposition cosmologique par un renouvellement du rapport aux dualités fondamentales qu'elle contient :

- le confort ne se perçoit que par rapport à un inconfort,
- le bien être par son opposition à l'épreuve,
- la protection au regard d'un sentiment de vulnérabilité,
- ...

Autant de situations que l'immersion constante des individus dans un environnement artificialisé, paramétré, compensée, domotisé ... écarte de l'expérience du monde, jusqu'à transformer l'accès au confort industriel contemporain en un dû irréductible. Et ce alors même que cette aubaine n'est accessible qu'à une élite planétaire et plus encore qu'elle nécessite d'aliéner toujours plus la bio sphère pour que perdure cet avantage

Cette disposition remet le corps primitif en jeu dès lors que la troisième peau (l'enveloppe bâtie) étant retirée, le métabolisme saisi dans son intimité est soudainement exposé à des stimuli archaïques. En pleine débauche énergétique - puisque confort industriel il y a - la pratique d'une confrontation sans filtres aux éléments contraste avec la pratique routinière comme le coup de bâton inopiné du maître zen au disciple en méditation, pour casser la routine, l'habitus et la reconduction sans conscience du même.

On peut comprendre aussi une dimension politique dans cette exposition récurrente, forme de mise en résonance avec le vécu de moins pourvus, veille empathique discrète et critique de notre rapport à l'environnement

Il s'agit là d'envisager la troisième relation à l'énergie, celle d'une efficacité locale et globale, tenant autant de l'amélioration de l'usage que de la diminution des besoins, d'une limitation responsable que d'une solidarité assumée.

Auto-précarisons donc notre rapport à l'énergie, rendons provisoire l'abondance faussement permanente qui nous tend les bras pour retrouver les ressources énergétiques interne et devenir des athlètes autonomes de la décroissance énergétique, citoyenne, inspirée et roborative.

Ceci nous ouvre à l'hypothèse d'un «*gung fu* énergétique», obtenu par travail personnel et collectif sur notre rapport à l'énergie; Rappelons que *gung fu* (ou *kung fu*) signifie originellement la maîtrise, le perfectionnement dans une technique considéré en tant que contenu et comme énergie investie dans l'action de cette technique. Il s'agit donc moins du style que de la démarche, moins de la forme technique que de l'intensité d'investissement pour doter un potentiel initialement faible de capacités avérées, par le travail, l'entraînement voire l'ascèse et l'insoumission au régime de l'apparence au profit du développement de la puissance d'exister.

On voit ici le lien avec le surhomme nietzschéen, qui travaille cette idée du dépassement du corps limité, lui-même limitant l'envol spirituel du sujet, par l'entraînement mental et physique.

Façon aussi de recoudre ce que la pensée judéo chrétienne, berceau historique de l'accumulation bancaire, a séparé, le corps et l'esprit, pour dissoudre l'aventure de la réalisation du sujet dans une dépendance addictive aux thérapies de soutien officielles que sont l'abondance énergétique, le travail, la consommation...

Précarité énergétique et intensité sociale

Alain Marcom

A. *Des causes de la précarité énergétique : l'écologie a-t-elle la mission de corriger à ses dépens les inégalités de la société capitaliste ?*

- 1) Les inégalités de revenus (et en premier lieu les inégalités de salaires) : Salaire moyen (2 SMIC) / Salaire médian (1,5 SMIC) / SMIC/ RSA (0,5 SMIC)
- 2) La spéculation immobilière alliée à la faiblesse du quantitatif du parc social ; d'où un coût surévalué de 2 ou 3 fois du montant des loyers (comme un logement ne s'use pas s'il l'on s'en sert, on peut le revendre plus cher au bout de trente ans d'usage qu'on l'a acheté. Un loyer réel devrait être de l'ordre de 200 à 300 € au max pour un type 4).
- 3) Le coût croissant de l'énergie : question : à qui profite le profit ?
- 4) Le chômage : 2,9 millions à plein temps, 1,7 millions à temps partiel, 1,5 million de RSA, quelques centaines de milliers de stagiaires, un certain nombre de personnes non inscrites, des acteurs de l'économie parallèle ou informelle...

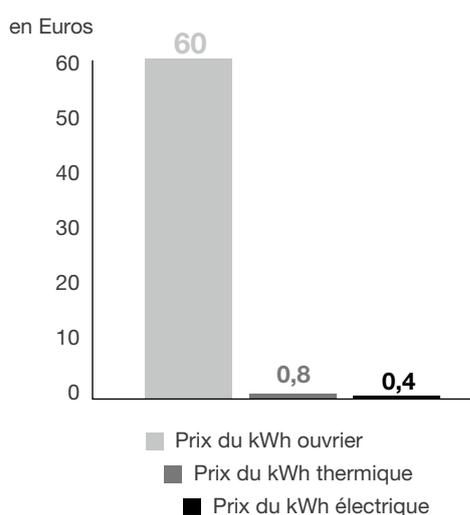
B. *Des leviers*

- 1) Réduire les inégalités de revenus : rappelons que rien n'a jamais justifié des inégalités de salaire.
- 2) Diminuer les consommations d'énergie : éco-gestes des personnes, stratégie d'entreprises, d'association, de famille, de région, d'état...
 - a. D'où des investissements à faire dans les économies d'énergie, les réhabilitations, à justifier du point de vue énergie incorporée autant que du point de vue de l'usage.
 - b. Diminuer les consommations d'énergies communes (éclairage autoroute, guirlandes de Noël, chauffage électrique de l'école ou de la mairie, etc...) par des stratégies de mises en place de systèmes d'économie (entre 10 et 20 % facilement possibles).
 - c. Relocaliser l'économie et particulièrement l'économie de l'alimentation afin de faire disparaître les camions de fruits et légumes de nos paysages. Refaire à

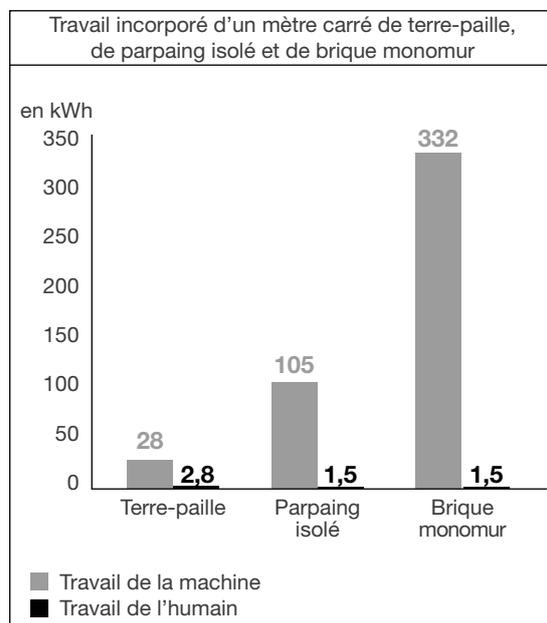
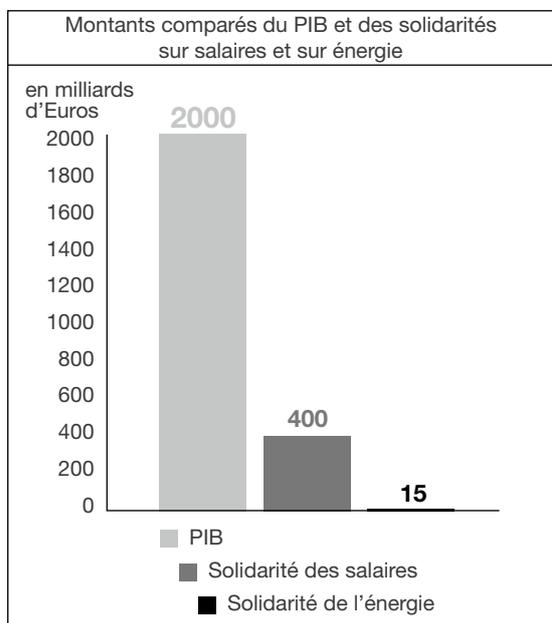
manger chez soi pour arrêter la chaîne du froid.

- d. Investir dans l'isolation des bâtiments.
- e. Formater la banque (Claudius-Petit en 1953 autorise les bailleurs sociaux à emprunter sur 50 ans à 1%) Redéfinir les montants et taux des prêts aux bailleurs sociaux. Redéfinir les spécifications techniques du bâtiment et l'amortissement des loyers. Avec un parc social important, les prix du secteur privé se comportent beaucoup mieux.
- f. Si relocalisation de l'économie et investissements massifs dans le logement social, alors création importante d'emplois si les techniques utilisées sont à forte intensité sociale.
- g. On peut aussi arrêter la publicité et la télévision qui incitent à la consommation. (On le sait pour le tabac, il n'y a plus qu'à l'apprendre pour l'énergie et pour le reste)
- h. Redéployer le coût de la solidarité du travail humain vers l'énergie.

Prix du kWh selon les sources d'énergie en août 2010



Par exemple déplacer 200 G€ du travail vers le pétrole



Par exemple en augmentant de façon programmée sur 10 ans le coût de l'énergie (6%/an en supplément des autres augmentations)

i. Ne pas se jeter dans des prétendues solutions mais dans de VRAIES solutions : ici, pour économiser 1,3 kWh de travail humain par mètre carré, on consomme 77 kWh ou 304 kWh du travail de la machine par mètre carré aussi.

j. Changer le système de facturation : par exemple les 1000 premiers kWh consommés par les familles sont à 5 centimes d'Euros, les 1000 suivants à 20 centimes, puis les 1000 suivants à 40 centimes, etc... les économes en énergie sont récompensés par des prix bas.

k. Mettre en place une taxe carbone en bonus-malus qui permette de redistribuer des moyens à ceux qui ne peuvent pas encore financer leur rénovation énergétique.

Le Lambda de la Quechua

Rémy Beauvisage

On ne peut pas poser le problème de la précarité énergétique dans l'habitat sans poser le problème de la précarité économique engendrée par les coûts nécessaire à son logement. Le coût du logement devient un facteur d'exclusion supplémentaire.

Précarité subie



PARIS : rue des Fêtes Mai 2012

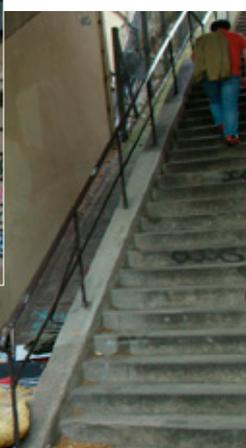
De la précarité énergétique dans l'habitat à l'habitat nomade...

Dans le 17^e rapport annuel sur le mal-logement, la Fondation Abbé Pierre est alarmiste comme jamais : sur les 2 millions de mal logés, 70 000 sont sans abris-en France et 700.000 personnes sont aujourd'hui privées de domicile personnel. Le budget moyen consacré par les ménages au logement n'a cessé de croître depuis dix ans (25,5 % du revenu actuellement en moyenne). Pour les 20 % des ménages les plus pauvres, le taux d'effort pour se loger a

même augmenté de 31 à 48 % de leur budget entre 1992 et 2006, alors qu'il est resté inchangé sur la même période, soit 19 % de leurs ressources, pour les 20 % des ménages les plus aisés. Le logement est devenu une machine à exclure et les politiques menées en la matière depuis dix ans n'ont fait que creuser les inégalités existantes.



Habitats groupés à Jaures



Habitat régulier dans le XX^e



Dépenses pré-engagées = taux d'effort 34%.
Il y a aujourd'hui 2 M de personnes locataires pauvres.

Taux d'effort légèrement inférieur à 34% = 2.4 M

	Pré-engagées (34%)	Arbitrables (47%)	Reste à vivre (15%)
	<ul style="list-style-type: none"> • Loyer • Charges • Factures énergétiques • Eau • Assurance habitation • Contrats d'entretien • Taxe d'habitation • Redevance Tel et TV • Cantine 	<ul style="list-style-type: none"> • Alimentation • Boissons et tabac • Équipement foyer • Habillement • Transport • Éducation 	<ul style="list-style-type: none"> • Loisirs et culture • Tourisme • Restaurants • Soins corporels
		Santé (4%)	

Des situations qui peuvent encore être aggravées

La précarité énergétique

- Un seuil de 10% concernant le taux d'effort énergétique (TEE)
- Les restrictions d'usage de l'énergie (chauffage, carburant)
- L'éloignement résidentiel des centres urbains

Le coût de la localisation résidentielle :

- Coût résidentiel = coût du logement + charges de logement + équipement pour la mobilité + dépenses de transport

La crise du logement est une donnée permanente des conditions de vie en France

- Incapacité pour les pouvoirs publics à gérer, dans un système politique local, les effets d'une politique nationale. Ex de la densification de 30%, de Plaine Commune, pas de connaissance fine de l'état du patrimoine de l'habitat indigne... Quelles actions coercitives ou incitatives?
- Cette crise n'est pas conjoncturelle, et touche davantage les ménages modestes; dans le calcul de l'inflation l'augmentation des coûts logement n'est pas pris en compte.

- Elle représente d'abord une crise sociale, celle de la rupture des prix du logement et de la rente locative vis-à-vis des revenus dans les grandes métropoles.
- Les mutations urbaines sont prises entre la volonté de faire « cohésion sociale », et celle d'attirer non pas les migrants précaires, mais les classes moyennes pour préserver le modèle du marché de la qualité urbaine.
- Un contexte de « lutte des places » qui participe d'une discrimination des parcours résidentiels, l'acceptation de situation intolérable, de surpeuplement, de conditions de confort dégradées.
- Situation de relégation, de processus de double exclusion, économique et sociale, et absence de solutions opérantes pour les traiter.

Des solutions : Trouver le point de rupture de l'inertie dans la propriété : capter/stocker/restituer

- Libérer du foncier : Accroître la densité des espaces urbanisés pour construire davantage sans aggraver l'étalement urbain ou accélérer la disparition des terres agricoles. Examiner au niveau local selon les besoins du territoire au cas par cas. Récupérer le foncier libre d'entreprises publiques (Cf ex des Pays Bas).
- Encadrer les loyers : Bloquer ou baisser les loyers existants dans le secteur privé.

Répercussion sur le prix de l'immobilier dans son ensemble (les rendements locatifs affectent l'évolution des prix de l'immobilier. En revanche incitation à la rénovation (thermique, saine) du patrimoine existant.

- Construire du logement social éco responsable : En 2011 : 110 000 lgts conventionnels financés, dont 36% de PLS Le besoin dépasse les 500 000/an. Les bailleurs se heurtent au manque de foncier et de financements disponibles. La construction est essentiellement dans l'HLM haut de gamme (PLS). Subventions directes aux bailleurs

sociaux ont été réduites de moitié par rapport à 2008. Subventionner en rapport avec la qualité écologique. Livret A puis centralisation des fonds supplémentaires à la CDC. Seulement 65% aujourd'hui.

- Ne plus soutenir artificiellement la demande. Stopper les avantages fiscaux et les subventions qui se transforment en avantage direct pour les promoteurs, (investissement Robien, Borloo, Scellier).

Proposition du Conseil de développement de Plaine Commune (regroupant 8 communes du 93) pour la résorption de l'habitat insalubre

- Rappel que le droit au logement est un droit humain fondamental
- Agir avec les habitants, informer sur les dispositifs d'aide, concerter et associer les habitants à la rénovation
- Création d'un observatoire de l'habitat qui intégrerait : l'insalubrité, le péril, le risque d'accessibilité au plomb, les meublés, les copropriétés vétustes, l'habitat de fortune pour améliorer et prévenir les situations d'habitat insalubre
- Obligation de relogement après expropriation
- Intervention pour réhabiliter et désenclaver socialement les foyers de travailleurs migrants
- Empêcher les coupures d'eau dans les copropriétés en difficulté (fréquent depuis la privatisation de la distribution d'eau)
- Empêcher la remise sur le marché de logements insalubres
- Intégrer dans des périmètres opérationnels la rénovation des îlots d'habitats vétustes.
- Etablir une Charte qualité dans la réhabilitation de l'ancien et dans la construction du neuf intégrant l'éco construction et en favorisant les ENR
- Amplifier l'accompagnement social au cas par cas et coordonner les interventions

Une réponse à la problématique du logement des ROMS

12 000 ROMS EN France ; LA MOITIE EN REGION IDF - 1/4 EN SEINE SAINT DENIS



Maisons déplaçables avec possibilité de montage en auto construction

La SCIC habitats solidaires souhaitaient répondre à des demandes d'habitats d'urgence qui puissent être une réponse de qualité sociale (adaptée aux besoins) et environnementale. Le projet a permis la réalisation de Maisons déplaçables, dont les Kits ont pu être assemblés par les futurs occupants, en auto construction accompagnée. Un village a ainsi été construit permettant à 15 familles de vivre sur un « délaissé » dans le Val de Marne.



Longrines et caissons de plancher



Plancher bas